

# ÉTUDES DE CAS SUR LE BURUNDI ET OUGANDA: L'UTILISATION DE SYSTÈMES DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE PENDANT LES CAMPAGNES DE DISTRIBUTION MASSIVE DE MOUSTIQUAIRES IMPRÉGNÉES D'INSECTICIDE (MII)



SEPTEMBRE 2023



**app**

Alliance pour la  
Prévention du Paludisme

Élargir la possession et l'utilisation de moustiquaires

# TABLE DES MATIÈRES

<b>CONTEXTE</b>	<b>3</b>
<b>LES ÉTUDES DE CAS</b>	<b>4</b>
<b>BURUNDI</b>	<b>4</b>
Le contexte	4
Une approche innovante	5
Difficultés	5
Recommandations	7
Conclusion	7
<b>UGANDA</b>	<b>8</b>
Le contexte	8
Une approche innovante	9
Bonnes pratiques et réussites	9
La difficulté principale : le retard de certains paiements	10
Recommandations	11
Conclusion	11



## CONTEXTE

---

Un nombre important de programmes de santé fournissent des produits de base et services dans le cadre de leurs campagnes, y compris le Programme élargi de vaccination (PEV), les maladies tropicales négligées (MTN) et le paludisme pour différentes interventions comme la pulvérisation intradomiciliaire (PID), la chimio-prévention du paludisme saisonnier (CPS) et la distribution de MII. Ces campagnes impliquent des milliers de travailleurs, du niveau national au niveau communautaire, qui doivent être payés pour leurs services. Pendant longtemps, la plupart des paiements ont été effectués en espèces, souvent sur la base de dossiers papier, et l'argent était transféré par le biais du système bancaire du niveau national vers le niveau du district, puis retiré pour payer les différents acteurs de la campagne en fonction de leur tarif journalier et du nombre de jours de travail.

Depuis plusieurs années, les gouvernements et bailleurs de fonds ont commencé à mettre en place des paiements sans espèces par le biais de systèmes de paiement électronique durant les interventions sanitaires, en particulier pour les campagnes de santé pour lesquelles un grand nombre de personnes doivent être payées sur une période relativement courte. Les systèmes de paiement électronique sont définis comme une façon d'effectuer des transactions ou de payer des biens et services par le biais d'un moyen électronique, sans recourir à des chèques ni des espèces<sup>1</sup>. Le secteur bancaire très fragmentaire en Afrique a contribué à faire de ce continent un des principaux acteurs mondiaux de l'argent mobile, un système qui permet aux consommateurs et petites entreprises de transférer de l'argent en utilisant un simple téléphone portable. Au début de la pandémie de COVID-19, les restrictions en

matière de circulation et la prudence accrue à l'égard de la manipulation physique d'espèces en raison des risques de transmission de la maladie ont contribué à augmenter les volumes de transactions d'argent mobile en Afrique subsaharienne de 23 %, pour atteindre 490 milliards USD en 2020<sup>2</sup>. Malgré ces avancées, il reste des défis importants à relever pour atteindre une transition complète vers les systèmes de paiement électronique dans de nombreux pays. Citons notamment les infrastructures nécessaires pour permettre les transactions par internet et sans fil dans les zones éloignées ou rurales, le manque d'accès à des appareils portables pour envoyer et recevoir des fonds et le nombre limité de fournisseurs de services d'argent mobile/services financiers. Les systèmes de paiement électronique peuvent également contribuer à l'inégalité des genres et à un déséquilibre des ressources, quand les femmes sont moins susceptibles de posséder un appareil portable.

Pour les campagnes de santé, le passage des paiements en espèces aux paiements électroniques s'est en grande partie fait en réaction aux risques liés aux paiements en espèces, souvent dans des régions où la sécurité est faible ou limitée, entraînant dès lors le risque de perte ou de vol des transactions. Si l'atténuation de ce risque est importante, le passage à des systèmes de paiement sans espèces comporte lui aussi des risques, qui peuvent avoir une répercussion sur les résultats des campagnes de santé et sur les efforts ultérieurs pour fournir des services sanitaires par l'intermédiaire des mêmes acteurs communautaires quand les paiements sont en retard, voire pas du tout effectués.

---

1. <https://securionpay.com/blog/e-payment-system/>

2. Africa's digital race becomes a scramble: [www.reuters.com/breakingviews/africas-digital-payments-race-becomes-scramble-2021-05-05/](http://www.reuters.com/breakingviews/africas-digital-payments-race-becomes-scramble-2021-05-05/)

# LES ÉTUDES DE CAS

## BURUNDI



### Le contexte

Le paludisme reste un problème important au Burundi, un pays dont la population est estimée à plus de 11,5 millions d'habitants<sup>3</sup>. Selon le plan stratégique national de lutte contre le paludisme, le paludisme serait la principale cause de maladie et de décès dans le pays. Huit des dix-huit provinces du Burundi, qui abritent 56 % de la population, présentent un risque d'épidémie de paludisme<sup>4</sup>. Le Burundi ne fait pas partie des dix pays les plus touchés en Afrique, mais il a connu une augmentation de 51 % des cas de paludisme entre 2015 et 2018, à savoir la hausse la plus élevée de tous les pays de la région Afrique centrale de l'OMS<sup>5</sup>.

Par le biais de son Programme national intégré de lutte contre le paludisme (PNILP) et en collaboration avec CARITAS, principal bénéficiaire non gouvernemental de la subvention du Fonds

mondial pour la lutte contre le paludisme, le ministère de la Santé du Burundi a commencé à planifier en 2019 sa campagne de distribution de MII, la mise en œuvre devant commencer entre début et milieu 2020. Les principaux documents stratégiques de la campagne (plan d'action de la campagne, plan d'action logistique, plan de suivi et d'évaluation, plan de changement social et comportemental, plan d'évaluation et d'atténuation des risques et budget) ont été mis à jour, et les observations ont été fournies par les conseillers techniques de l'Alliance pour la prévention du paludisme (AMP) et les membres de l'équipe nationale du Fonds mondial. Ces documents ont pris en considération les réussites et difficultés associées à la réalisation des campagnes précédentes, les leçons tirées et les meilleures pratiques, particulièrement en ce qui concerne la stratégie de paiement.

3. Données de la Banque mondiale, population totale - Burundi. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=BI>.

4. République du Burundi, Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA (MSPLS, 2018). Plan Stratégique National de Lutte Contre le Paludisme 2018-2023.

5. Organisation mondiale de la santé (OMS) (2019). Rapport 2019 sur le paludisme dans le monde.

## Une approche innovante

---

Pendant la phase de planification de la campagne de distribution de MII 2019-2020, le PNILP du Burundi a introduit un système de paiement hybride (paiements physiques en espèces et paiements électroniques) qui serait utilisé pendant la campagne. Au niveau national, le Burundi a eu recours aux banques (BANCOBU) pour transférer les fonds du programme à certains travailleurs de la campagne au niveau national et pour payer certains fournisseurs, par exemple les propriétaires d'entrepôts, tandis qu'au niveau de la mise en œuvre, les acteurs de la campagne (personnel chargé du recensement des foyers, distributeurs de MII, participants aux formations, etc.) ont été payés directement en espèces. Les paiements en espèces au niveau du village et de la communauté ont été effectués par des

agents bancaires de BANCOBU par le biais d'un système de point de vente (POS) dans lequel les noms des acteurs de la campagne soumis par leurs responsables ont été vérifiés et validés avant d'effectuer le paiement.

L'utilisation par le Burundi de systèmes POS pour valider et activer les paiements aux acteurs de la campagne a été une façon innovante de faire progresser techniquement le traitement des paiements. Les responsables de terrain fournissaient les noms et coordonnées des acteurs engagés dans les différentes activités de la campagne et, une fois la vérification effectuée, les agents POS (des agents bancaires de BANCOBU) payaient le personnel de la campagne.

## Difficultés

---

Pendant la campagne MII 2019-2020, le PNILP a rencontré des difficultés majeures avec ce modèle de paiement : environ 19 000 acteurs de la campagne, en grande partie au niveau communautaire, n'ont pas reçu leurs paiements. Un certain nombre de facteurs en étaient la cause :

1. Manque de validation correcte des travailleurs de la campagne. Certains n'ont pas reçu de paiement et d'autres ont reçu un paiement alors qu'ils n'avaient pas participé à la mise en œuvre.
2. Manque d'un système de paiement électronique éprouvé. Le système de paiement POS n'avait pas été testé dans les communautés par le biais d'un essai ou d'un projet pilote sur un ou deux sites de mise en œuvre où ces paiements devaient être effectués, afin d'atténuer les risques associés au paiement d'un grand groupe de travailleurs.
3. Manque de formation du personnel chargé des paiements. Le personnel chargé d'effectuer ces paiements n'avait pas été formé et ne comprenait pas l'ampleur de sa tâche.
4. Manque de planification et de coordination correctes entre l'équipe du programme national, l'équipe financière, les sous-comités et les acteurs de la campagne. Aucun budget ni aucune liste récapitulative financière n'ont été diffusés et partagés du niveau central vers le niveau périphérique pour que toutes les personnes impliquées dans le processus de paiement sachent et comprennent ce qu'on attendait d'elles, et comment elles devaient agir pour effectuer les paiements, quand les effectuer, et pour savoir quelles étaient les conditions nécessaires pour effectuer et/ou recevoir un paiement. Ces mêmes informations n'ont pas été communiquées aux acteurs de la campagne pour qu'ils sachent comment, quand, où et quelles étaient les conditions nécessaires pour recevoir un paiement. Ce sont des lacunes essentielles en matière d'informations et de connaissances, qui n'ont pas été traitées.

**Tableau 1.** Nombre d'acteurs de la campagne et mode de paiement

<b>Formation logistique</b>	27	Banque
<b>Formation des formateurs en microplanification – central</b>	36	Banque et espèces
<b>Atelier de microplanification</b>	1 666	Banque et espèces
<b>Formation des formateurs en mise en œuvre</b>	173	Banque et espèces
<b>Formation de l'équipe chargée de l'enregistrement des foyers</b>	12 542	Banque et espèces
<b>Formation des distributeurs de MII</b>	10 468	Banque et espèces
<b>Formation des gestionnaires de données</b>	280	Banque
<b>Agents de recensement des foyers</b>	12 575	Espèces
<b>Distributeurs de MII</b>	15 702	Espèces
<b>Manutentionnaires des moustiquaires (déchargeurs)</b>	139 572	Espèces
<b>Responsables – garde</b>	129	Espèces
<b>Manager assistant de magasin (un par magasin)</b>	129	Espèces
<b>Gardiens (un par magasin)</b>	129	Espèces

## Recommandations

---

Pour appliquer une stratégie de paiement efficace durant sa prochaine campagne de distribution de MII, le PNILP du Burundi devra prendre en considération les éléments suivants :

1. Tous les risques liés aux paiements physiques en espèces à un grand nombre de participants dans leurs régions/stations de mise en œuvre doivent être pris en compte.
  - a. Une liste récapitulative des paiements devrait être élaborée, en détaillant le nombre de personnes à payer, les activités auxquelles elles ont participé, les montants à payer, les conditions nécessaires pour recevoir un paiement, et quand, comment et où effectuer ces paiements.
  - b. Ces informations doivent être partagées avec les principales personnes qui participeront aux paiements de la campagne, pour qu'elles se basent toutes sur le même scénario.
  - c. Un test ou un pilote des systèmes de paiement adoptés devrait être effectué pour s'assurer que les lacunes sont connues, comprises et réglées avant la mise en œuvre réelle.
  - d. Des agents ayant l'expertise et la capacité nécessaires pour aider à effectuer les paiements devraient être engagés, et la liste récapitulative/le plan de paiement devrait être partagé avec eux.
2. Des systèmes de paiement électroniques disposant d'un outil/composant de validation et de vérification qui permet de payer de manière fluide les bons acteurs de la campagne devraient être sélectionnés. Sinon, si la numérisation est mise en œuvre pour la prochaine campagne, elle devrait inclure un composant de gestion des ressources humaines pour aider à effectuer les paiements à temps.
3. Les utilisateurs des systèmes de paiement électronique sélectionnés doivent être formés à l'aide de modules conçus spécifiquement pour la planification et la mise en œuvre des paiements, afin d'améliorer leurs compétences et leurs connaissances en matière de facilité d'utilisation et de fonctionnalité du ou des systèmes.
4. Des systèmes de sauvegarde, comme des tableurs Excel intuitifs et faciles à comprendre et à parcourir, doivent être préparés pour saisir et valider les informations relatives aux acteurs de la campagne (noms, coordonnées, etc.).

## Conclusion

---

Bien qu'innovant, le processus de paiement du Burundi a été gâché par l'absence de planification et d'exécution correctes de la stratégie de paiement, ce qui a entraîné la non-rémunération de milliers d'acteurs de la campagne. Les leçons tirées devraient être exploitées pour

guider la planification et la mise en œuvre de la prochaine campagne de distribution de MII au Burundi, qui devrait inclure une liste financière récapitulative détaillée pouvant être utilisée avec un système de paiement électronique comportant un élément de validation.



## UGANDA



### Le contexte

Par le biais de sa Division nationale de lutte contre le paludisme (NMCD), le ministère ougandais de la Santé a planifié sa campagne de distribution de MII 2020 avant la pandémie de COVID-19, mais cette planification n'avait pas envisagé un système de paiement électronique à grande échelle pour payer les acteurs de la campagne. Avec l'apparition de la pandémie, la NMCD a revu ses stratégies et proposé des adaptations pour une mise en œuvre sûre de toutes les activités, y compris les paiements à tous les niveaux, afin d'éviter la propagation du COVID-19 par la manipulation physique d'espèces. Au-delà de minimiser la transmission du COVID-19, la transition vers des paiements électroniques présentait également l'avantage de limiter les risques de fraude et de perte liés à des vols ou pillages des fonds du programme et des MII.

Le ministère ougandais de la Santé avait utilisé des systèmes de paiement électronique pour les acteurs d'autres interventions sanitaires pendant la pandémie de COVID-19, mais n'avait pas prévu de le faire pour sa campagne de distribution de MII. Le programme national de

lutte contre le paludisme a estimé à 359 005 le nombre de personnes à engager et à rémunérer dans le cadre de la campagne de distribution de MII. En plus d'assurer que les paiements au personnel de la campagne soient effectués à temps, il y avait des risques importants associés au paiement d'un si grand nombre de personnes, allant de la sécurité des fonds du programme utilisés aux risques de sécurité tant pour le payeur (celui qui effectue le paiement) que pour le bénéficiaire (celui qui reçoit le paiement).

La NMCD a préparé et publié un appel d'offres pour trouver une organisation chargée de planifier et concevoir le système de paiement électronique, de planifier sa mise en œuvre, d'engager les prestataires de services et de surveiller la progression des paiements sur le terrain pendant la campagne. La société *Klynveld Peat Marwick Goerdeler* (KPMG) a remporté l'appel d'offres et a été choisie pour diriger et gérer le traitement des paiements aux différents acteurs de la campagne.



La NMCD s'est associée à plusieurs banques (qui avaient une présence régionale) et plusieurs opérateurs de réseaux mobiles dans le cadre des systèmes de paiement électronique utilisés avant, pendant et après la campagne de distribution de MII. Cela s'explique par le fait que

certains fournisseurs, par exemple les propriétaires d'entrepôts, avaient des comptes dans différentes banques et que les acteurs de la mise en œuvre utilisaient différents réseaux de téléphonie mobile.

## Une approche innovante

---

La NMCD de l'Ouganda a testé l'utilisation de l'argent mobile comme système de paiement électronique, qui ne se limitait pas au traitement des paiements, mais incluait également la gestion financière et des données biographiques (biométriques). L'objectif était d'utiliser des méthodes efficaces et concrètes pour traiter à temps les paiements aux acteurs de la mise en œuvre de la campagne, tout en assurant leur sécurité (en termes de minimisation du risque de transmission du COVID-19).

La NMCD a collaboré avec le ministère des Finances, le ministère chargé des technologies de l'information et de la communication (TIC) et les agents et fiduciaires d'assurance qui ont joué un rôle de surveillance. Le ministère chargé des TIC a été déterminant dans la gestion des données biographiques des bénéficiaires des paiements, tandis que le ministère des Finances a joué un rôle essentiel dans la sélection des systèmes de paiement électronique à utiliser. Cela impliquait de nouer des partenariats avec plusieurs opérateurs de réseaux mobiles (par exemple MTN, Africell, Airtel, etc.) qui comptent un grand nombre d'abonnés, ont de bonnes capacités de réseau, une bonne pénétration de la téléphonie mobile et une bonne connectivité internet de qualité et accessible.

Avant que les paiements ne soient effectués aux acteurs de la campagne, la NMCD a dû valider toutes les données (personnel de distribution et de recensement des foyers et leur présence) envoyées par les responsables de

terrain (ceux qui surveillaient les formations, le personnel de recensement et les distributeurs de MII), en s'assurant que les noms et les numéros de téléphone fournis correspondaient bien aux personnes qui avaient participé à une formation, recensé des foyers ou participé à la distribution de moustiquaires. Les responsables de terrain ont téléchargé et envoyé ces données par le biais de la plate-forme de collecte numérique, afin de faire en sorte que les bonnes personnes étaient payées. La NMCD a ensuite transféré ces données à KPMG pour le traitement des paiements.

Trois types de paiements ont été effectués durant la campagne de distribution des MII :

1. Transferts de banque à banque – Pour les sommes importantes transférées aux caissiers de district conformément au budget de la campagne, l'argent payé aux prestataires de services et certains salaires et indemnités journalières des ressources humaines pour le suivi et l'évaluation
2. Argent mobile – Les fonds de la campagne ont été versés aux acteurs de la campagne, comme les équipes de recensement des foyers et les distributeurs de MII
3. Paiements en espèces – Ceux-ci ont été effectués aux travailleurs journaliers et dans les cas où les acteurs de la campagne travaillaient dans des zones avec peu ou pas d'accès aux banques et agents d'argent mobile

## Bonnes pratiques et réussites

---

L'utilisation de trois modalités de paiement a facilité et accéléré la circulation des fonds du niveau national vers le niveau périphérique, où se déroulaient la plupart des activités. Au niveau périphérique (districts, paroisses et comités locaux), l'implication de caissiers et le soutien technique de KPMG pour collecter et valider les

listes sur le terrain (listes de participants, etc.), recevoir et distribuer les fonds ont facilité le suivi des fonds et la comptabilisation des fonds reçus.

Des cahiers des charges (TOR) détaillés, destinés au partenaire sélectionné pour les paiements électroniques, ont fait en sorte que

celui-ci pouvait assumer des responsabilités supplémentaires en matière de gestion financière et réduire les risques associés à la fraude, au détournement des fonds du programme et à une mauvaise comptabilité.

L'utilisation de systèmes de paiement électronique a permis à la NMCD de suivre et comptabiliser les transferts de fonds vers les comptes au niveau des districts, et d'identifier les zones de mise en œuvre dans lesquelles les acteurs de la campagne n'avaient pas été payés ou avaient été payés en espèces.

**Tableau 1.** Le nombre total de personnes formées, engagées et rémunérées pendant la campagne MII

VAGUES	1	2	3	4	5A	5B	Modalités de paiement
Formation de formateurs (ToT)	38	38	38				Banque
Sensibilisation du district	50	56	78	60	50	28	Argent mobile
Support technique du sous-comté	798	888	940	748	440	298	Argent mobile et espèces
Groupe de travail du district	425	476	663	510	425	204	Argent mobile et espèces
Groupe de travail du sous-comté	2,793	3,108	3,290	2,618	1,540	1,043	Argent mobile et espèces
Chefs de paroisse	2,038	1,955	2,362	1,653	254	773	Argent mobile et espèces
Comité local 1	15,830	13,425	17,035	12,545	2,579	5,328	Argent mobile et espèces
Préposés à la saisie des données	31,654	26,878	32,294	24,798	9,696	11,053	Espèces
Équipes sanitaires du village	31,599	26,921	33,956	25,071	9,640	10,662	Argent mobile et espèces
Gestionnaires de magasin	700	884	896	733	508	312	Banque et argent mobile
Gardiens locaux	797	936	936	758	494	338	Argent mobile et espèces

## La difficulté principale : le retard de certains paiements

La liaison entre les données de mise en œuvre (qui a participé aux formations, au recensement des ménages, à la distribution des MII, etc.) et les bénéficiaires des paiements s'est avérée parfois problématique. Le système de paiement électronique ne disposait pas d'un outil de vérification ou de validation qui aurait vérifié les noms et numéros de téléphone des acteurs de la campagne impliqués dans les formations, le recensement des ménages et la distribution des MII. La vérification des informations permettant aux acteurs de la campagne de recevoir des paiements par le biais du système d'argent mobile était un processus manuel et fastidieux

qui demandait un nombre considérable d'heures de travail. Ce n'était qu'après cette vérification, qui a entraîné quelques retards, que les données étaient téléchargées dans le système de paiement électronique et que les fonds étaient transférés immédiatement.

La connexion internet aléatoire dans certaines zones de mise en œuvre a représenté une autre difficulté pour effectuer les paiements à temps. Une fois que les responsables avaient reçu les listes de présence, ils devaient se rendre dans une zone bénéficiant d'une couverture internet de qualité et accessible pour envoyer les

données. Les équipes de terrain devaient saisir les noms et coordonnées figurant sur les listes de présence papier dans un document Word ou un fichier Excel avant de les envoyer au niveau central pour validation.

La mauvaise qualité du réseau mobile dans certaines zones difficiles d'accès et les problèmes d'électricité qui ont retardé l'envoi

des listes de présence au niveau central pour validation ont également engendré des difficultés. Les responsables devaient attendre d'avoir une connectivité mobile et internet stable pour pouvoir envoyer les données, ou devaient attendre que l'électricité revienne après des pannes qui avaient affecté les dispositifs de collecte de données et les ordinateurs portables utilisés pour transmettre les données.

## Recommandations

---

Sur la base des leçons tirées durant la campagne de distribution de masse de MII 2020-2021, la NMCD ougandaise a formulé les recommandations suivantes pour la campagne 2023 :

- Au moment de planifier le système de paiement électronique, l'équipe nationale **doit impliquer les assistants de comptes financiers ou les caissiers au niveau du district**, qui sont les personnes essentielles qui utiliseront ces systèmes pour effectuer les paiements.
- **Décentraliser certains paiements du niveau central vers le niveau périphérique**, en particulier ceux associés aux espaces de stockage et entrepôts dans les districts et sous-districts.
- **Mettre à jour le cahier des charges des caissiers ou des responsables financiers des districts** et leur donner plus de responsabilités dans le traitement des paiements afin de favoriser des relations de travail étroites entre eux et les agents de santé des districts (DHO).
- **Évaluer les risques dans les centres urbains et les zones rurales :**
  - ↳ En milieu urbain, les cas de fraude liés à l'utilisation de noms de proches pour recevoir des paiements doivent être identifiés et traités rapidement. Il est nécessaire d'assurer un contrôle, une surveillance et une vérification étroites avant d'effectuer les paiements. Mettre en place des contrôles appropriés au moment des paiements, car il y a un niveau élevé d'abus. Les fonds sont facilement détournés et versés à des « travailleurs fantômes ».
  - ↳ En milieu rural, le niveau d'alphabétisation est faible, et la culture de l'argent liquide est courante. Les gens ne croient pas facilement que des fonds peuvent être envoyés et reçus par voie électronique.
- **Faire un test pilote du système de paiement électronique choisi** pour la campagne afin de s'assurer qu'il fonctionne bien dans toutes les zones ciblées par la campagne. Veiller à la bonne compréhension de ses fonctionnalités, régler rapidement les éventuels obstacles et difficultés et former (au besoin) les utilisateurs aux différents modules du système

## Conclusion

---

Malgré quelques difficultés, la transition de l'Ouganda de l'utilisation d'espèces vers des systèmes de paiement électronique a bien commencé. Les leçons tirées serviront dans la planification de la prochaine campagne de distribution de MII par la NMCD. L'absence d'un

outil de vérification et de validation dans le système de paiement électronique qui permet de vérifier les informations relatives aux acteurs de la campagne (noms, coordonnées, jours travaillés, etc.) et de les valider avant le paiement doit, notamment, être résolue d'urgence.



## AMP CONTACTS

Pour participer a la conférence téléphonique hebdomadaire de l'AMP chaque mercredi à 10h00, heure de l'Est (16h00 CET), veuillez utiliser la ligne de réunion Zoom suivante :

<https://us06web.zoom.us/j/2367777867?pwd=allhZk9KQmcxMXNaWnRaN1JCUTQ3dz09>

Vous pouvez trouver votre numéro local pour rejoindre l'appel hebdomadaire :

<https://zoom.us/u/acyOjkIj4>

Pour être ajouté à la liste de distribution de l'AMP, veuillez visiter :

<https://allianceformalariaprevention.com/weekly-conference-call/signup-for-our-mailing-list/>

Pour contacter AMP ou rejoindre un groupe de travail AMP, veuillez envoyer un courriel électronique à :

[allianceformalariaprevention@gmail.com](mailto:allianceformalariaprevention@gmail.com)

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site de l'AMP :

<https://allianceformalariaprevention.com>

